

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53766

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

saxons, permet au moins d'expliquer aux jeunes générations ce que peut masquer le langage des bourreaux. Tâche d'autant plus nécessaire que les »négateurs du génocide« jouent justement sur le sens de ce langage codé pour semer le doute sur ce qu'il implique. Il va sans dire que ces deux volumes comportent, comme la plupart des ouvrages de cette collection, un appareil scientifique (notes bibliographiques et même deux index pour celui d'A. Barkai) réalisés avec soin.

Rita R. THALMANN, Paris

Gedenkbuch. Opfer der Verfolgung der Juden unter der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft in Deutschland 1933–1945, Bonn (Bundesarchiv) 1986, 2 Bände, XVI–1823 p.

En 1961, le mémorial Yad Vashem de Jérusalem demanda au gouvernement de la Bundesrepublik de lui fournir une liste des Juifs allemands exterminés par le régime national-socialiste. Tâche immense, exigeant la coopération non seulement des divers services d'archives de la R.F.A., y compris ceux des communes, mais aussi du Service international de recherches d'Arolsen, et du Yad Vashem lui-même. Elle exigea donc un quart de siècle, et aboutit en 1986 à la publication de deux volumes in-folio de près de deux mille pages au total, contenant plus de 130 000 noms.

Ces noms ne sont que ceux des victimes nées sur le territoire actuel de la RFA, puisque la RDA refusa sa coopération; quant à l'Autriche, il semble qu'on ne tenta même pas de demander leur concours aux autorités de Vienne. De sorte qu'un tiers ou davantage des Juifs originaires des territoires du ce que fut le Troisième Reich ne figure pas dans le »Gedenkbuch«.

Son érudite postface, due à l'Archivdirektor Heinz Boberach, qui dirigea les recherches, contient nombre de données intéressantes. On pouvait s'imaginer que nombre de Juifs se suicidèrent lorsqu'ils apprirent qu'ils allaient être déportés, mais on ignorait leur nombre; il est compris entre trois et quatre mille, une proportion d'autant plus impressionnante qu'à la fin de la guerre, il ne restait que quelques milliers de Juifs en Allemagne. Une indication plus surprenante est que des milliers d'autres périrent non pas dans les camps d'extermination mais dans les établissements d'euthanasie, destinés en principe aux débiles mentaux, mais on ne peut que se perdre en conjectures sur cette singularité, puisque le »programme d'euthanasie«, qui d'après les Rassenforscher de ces temps devait s'étendre à tous les porteurs de gènes »suspects«, c'est-à-dire à des millions d'Allemands, commence seulement de nos jours à être étudié<sup>1</sup>. Il se pose aussi la question de savoir combien de Juifs allemands parvinrent à survivre en Allemagne même. Voici les conclusions du Dr. Boberach, qui montre bien les difficultés auxquelles se heurtait sa recherche:

»Am 1. Dezember 1944 wurden im Altreich nicht mehr als 14574 Juden gezählt. Dabei handelte es sich um nur wenige »Geltungsjuden« (Halbjuden, die sich zur jüdischen Religion bekannten), vornehmlich aber um Ehepartner von Nichtjuden, von denen ein Teil wohl einer christlichen Religion angehörten. Noch im Februar 1945 begann die Gestapo Mischehenpartner ebenfalls nach Theresienstadt zu schicken. Die Zahl der Juden, die bei Kriegsende in Deutschland noch lebten, ist schwer zu berechnen. In Baden und Württemberg waren es 500, die zu dem von der Deportation ausgenommenen Personenkreis gehört hatten, und 37, die sich vor den Verfolgern hatten verbergen können. In Berlin sollen 5000 »untergetauchte« Juden überlebt haben, wahrscheinlich waren es aber nicht mehr als 2000. Für Deutschland in den

1 Les travaux les meilleurs sont ceux d'Ernst KLÉE, »Euthanasie« im NS-Staat et Dokumente über die »Euthanasie«, Frankfurt/M. 1983 et 1985. Pour un compte rendu voir FRANZIA 14 (1986) p. 843–846.

Grenzen von 1937 wird man mit 15 000 Juden rechnen können, die der Deportation offen oder »im Untergrund« entgangen sind; nimmt man die Volkszählung von 1939 zum Maßstab, würden davon auf Berlin und das heutige Gebiet der Bundesrepublik 12 000 entfallen.«

Des difficultés du même ordre n'ont pas manqué de surgir lors de l'établissement de la liste des Juifs exterminés. Face à la rubrique »date de naissance« qui a pu être établie, à quelques exceptions près, dans tous les cas, la rubrique »date de la mort« reste le plus souvent sans réponse, si ce n'est le terme expressif de »verschollen« (disparu); le jour de la mort n'est connu que pour les Juifs »privilégiés« de Theresienstadt, et dans un certain nombre de cas, pour ceux déportés à Auschwitz.

Se reporte-t-on aux noms, on constate que le plus fréquent est celui de Lévy, suivi de près de celui de Stern (1228 et 1124 respectivement); on relève aussi 598 Rothschild et 455 Oppenheimer mais, ainsi qu'on le sait, aucun membre de l'illustre dynastie francfortoise et aucun prix Nobel n'a péri dans les chambres à gaz. J'ai aussi pensé regarder à Freud, Siegmund, et j'en ai trouvé un, disparu à Auschwitz, mais il était né à Cologne et non à Vienne. Quant à Husserl, un Hans de ce nom s'était suicidé à Ratisbonne le 14 novembre 1944; pour ce qui est de la célèbre élève d'Edmund Husserl, Edith Stein, disparue en 1942 à Auschwitz, son nom ne figure pas dans les listes, pour la simple raison qu'elle était née à Breslau, devenu Wroclaw en Pologne. Une autre Edith Stein, originaire de Berlin, fut également gazée en 1942 à Auschwitz.

Les Juifs ont toujours eu pour coutume de commémorer leurs martyrs dans leurs prières et d'en consigner les noms dans les livres, afin que le souvenir ne s'éteigne jamais. Dans son Geleitwort au »Gedenkbuch«, le Bundespräsident Richard von Weizsäcker écrivait à ce sujet: »Unsagbares haben Juden erlitten. Sie können und sie werden es niemals vergessen.« Et il continuait: »Unsere Geschichte wäre zu Ende, wenn wir versuchen würden, die Jahre des Schreckens aus unserem Bewußtsein zu tilgen. Der Holocaust ist ein Ereignis in der Geschichte, das die Identität der Juden und der Deutschen in ihrem Kern beeinflusst hat und immer beeinflussen wird...«.

Comment ne pas rappeler à ce propos qu'au lendemain de la dernière guerre, on se demandait en France si en raison de leur horreur même, les crimes du régime national-socialiste n'allaient pas être bientôt oubliés? En préfaçant ma première publication d'archives, le prix Nobel François Mauriac écrivait que son importance était de »fonder sur des preuves irréfutables un chapitre de l'histoire qui risque de tourner à la légende et de n'être pas crue lorsque ceux qui en furent les témoins et les victimes auront disparu.« Nous savons maintenant que cette crainte était vaine. Même au cours de l'»Historikerstreit« qui depuis plus de trois ans partage les spécialistes allemands en deux camps, les uns s'en tenant aux principes énoncés par le Bundespräsident, les autres préconisant une relativisation, une »Historisierung« de ces événements, la matérialité des crimes nazis n'a pas été contestée.

Pourtant, on a pu observer récemment un fait inquiétant. En janvier 1988, au cours de la rencontre du président Mitterrand et du chancelier Kohl, il fut résolu, parmi d'autres décisions, d'établir à Strasbourg un collège franco-allemand. Or, son premier secrétaire général, le professeur Georges François Dreyfus, s'est livré à la veille de sa nomination à une manipulation des faits historiques, en écrivant que l'extermination des Juifs ne fut ordonnée qu'en août ou septembre 1941, après que la capture des archives soviétiques eût donné aux services allemands l'assurance que les populations civiles pouvaient être exterminées sans que le monde y trouve à redire. Il s'agissait donc de bien autre chose que d'une réinterprétation ou »historisation«: d'une chronologie falsifiée destinée à suggérer que Staline fut l'inspirateur direct de l'extermination des Juifs européens.

Léon POLIAKOV, Paris